

## **20220125 Mediapart**

<https://www.mediapart.fr/journal/france/250122/lyon-une-ecole-occupee-pour-aider-une-famille-sans-logement>

# **À Lyon, une école occupée pour aider une famille sans logement**

Le collectif citoyen « Jamais sans toit » a commencé l'occupation de l'école Michel-Servet, dans le 1er arrondissement, pour témoigner son soutien à deux élèves et leurs parents, sans logement. À l'heure actuelle, dans la métropole lyonnaise, 110 enfants et leurs familles sont à la rue.

[Faïza Zerouala](#)

25 janvier 2022 à 10h02

**Lyon (Rhône).**– « Ici, il y a des couvertures supplémentaires, vous en voulez encore ? » Isabelle tente d'expliquer à Kamel\* et Djamilia\* qu'ils vont avoir froid dans ce gymnase aux murs violets. Des matelas bleu ou vert destinés d'habitude à accueillir les roulades et autres figures de gymnastique des élèves ont été étendus par terre. Une caisse de jouets a été sortie pour amuser leur fille et leur garçon de six et quatre ans. On leur a montré les sanitaires. Mais ce couple d'Algériens ne souhaite pas déranger davantage et ne demande rien de plus.

Isabelle est enseignante à l'école Michel-Servet à la Croix-Rousse dans le 1<sup>er</sup> arrondissement de Lyon et est venue manifester son soutien avec d'autres membres du [collectif « Jamais sans toit »](#) à ce couple et leurs deux enfants, scolarisés ici depuis quelques jours.



Dans le gymnase de l'école Michel-Servet à Lyon. © Photo Faïza Zerouala / Mediapart

C'est la première édition, ce jeudi 20 janvier, de [la nuit de la solidarité](#) organisée par la ville de Lyon et pour marquer le coup, le collectif Jamais sans toit, qui aide les familles d'élèves sans-abri de la ville, a décidé d'occuper l'école la nuit pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation ultra-précaire de cette famille.

Le collectif jouit de plusieurs précédents. En novembre dernier, sept enfants et leurs six parents ont dormi seize nuits à Michel-Servet avant d'être orientés vers des hôtels sociaux. Ces familles sont toujours dans une situation précaire et leur hébergement cessera en mars, après la trêve hivernale.

Ce jeudi soir, l'épidémie de Covid et l'hiver ont dissuadé quelques personnes de venir, mais une vingtaine de personnes, enfants compris, ont fait le déplacement pour apporter leur soutien à cette famille. Ce cas n'est pas isolé. D'après le collectif Jamais sans toit, il y a à l'heure actuelle 110 enfants et leurs familles à la rue dans la métropole lyonnaise, dont 40 à Lyon même.

### « Je voulais une meilleure vie pour eux »

La journée a été longue pour Kamel et Djamila. À 11 heures du matin, le gérant de l'hôtel de Vaulx-en-Velin, où ils ont passé les cinq dernières nuits, a expliqué à Kamel et Djamila, respectivement 31 et 25 ans, qu'ils ne pouvaient rester plus longtemps. Alors ils ont empaqueté leurs maigres affaires et se sont rendus à 45 minutes de là, dans le parc attendant à l'école Michel-Servet, pour passer le temps, malgré le froid et la bruine légère.

La famille est arrivée à Lyon il y a environ 25 jours – sans connaître personne ici en France – en bateau en Espagne, en provenance d'Algérie, après un voyage sur lequel elle ne s'étend pas. Il a fallu partir, presque en catastrophe, parce que Sofiane a eu une forte altercation avec une personne qui l'a menacé de s'en prendre à ses enfants. « *Je voulais une meilleure vie pour eux* », résume-t-il avec pudeur.

Là-bas, il était peintre en bâtiment mais le travail manquait. À leur arrivée, il y a moins d'un mois, faute de mieux, les quatre membres ont dormi dans un parking en s'y faufilant en même temps que les usagers. Djamila n'avait pas imaginé cela pour son arrivée en France. Sa fille de six ans lui dit chaque jour qu'elle a peur et regrette de « *ne pas avoir de maison pour jouer* ».



Lors de la soirée d'occupation à Lyon. © Photo Faiza Zerouala / Mediapart

Kamel – qui parle un français balbutiant mais suffisant pour se débrouiller et comprendre les instructions de l'assistante sociale qui les suit – a multiplié les appels au 115 pour demander un hébergement d'urgence. Sans succès. *« Je leur ai dit de prendre juste ma femme et les enfants, moi c'est pas grave, mais ils m'ont répondu qu'il n'y avait pas la place. »* Dans ce marasme, Djamila est heureuse de voir ses petits scolarisés. Ils apprennent peu à peu la langue.

J'ai toujours défendu les occupations d'école car on agit au plus près des besoins des familles.

Raphaël Vuillez, enseignant et membre du collectif Jamais sans toit

Tenaillé par l'impuissance, Kamel a accepté de participer à l'opération d'occupation de l'école. Histoire d'attirer l'attention des pouvoirs publics et trouver une meilleure solution que des nuits d'hôtel payées par la solidarité des membres du collectif Jamais sans toit qui s'acquitte de leur hébergement. *« Horizontal par tradition et dans la lutte conjointe entre les parents et les enseignants »*, comme l'explique Raphaël Vuillez, enseignant en CE1 à l'école Michel-Servet et l'un de ses principaux animateurs. Environ 500 personnes gravitent autour du collectif qui s'organise sur un groupe WhatsApp.

Ce collectif est une émanation du Réseau d'éducation sans frontières (RESF), très actif pour aider les enfants et leurs familles sans-papiers il y a une vingtaine d'années. Mais en 2014, il a fallu aider une famille albanaise sans-abri et tout le monde s'est mobilisé. C'est ainsi que le collectif Jamais sans toit est né. Raphaël Vuillez tient à l'idée que toutes les actions, d'occupation notamment, soient menées avec l'accord des familles. *« L'école reste le premier service public qu'elles rencontrent, et nous, on se bat pour qu'elles participent à leur émancipation »*, insiste encore l'enseignant.

La charité a ses limites, explique-t-il en substance. *« Le premier réflexe pour les parents, c'est de vouloir ramener des vêtements pour les enfants sans logement mais, pour nous, il est plus important de mettre les pouvoirs publics face à leurs responsabilités et créer un rapport de force. J'ai toujours défendu les occupations d'école car on agit au plus près des besoins des familles. Le droit à l'hébergement est garanti par la loi. On n'a pas vocation à payer des nuits d'hôtel à vie. »* Au sein du collectif, chacun s'implique comme il peut.

Il faut parvenir à tenir plusieurs bouts à la fois. Parer à l'urgence et mettre à l'abri les familles sans que cela soit une solution infinie tout en interpellant l'État.

Ces cinq dernières nuits, Kamel et Djamila ont pu souffler un peu à l'hôtel. Pour le reste, des dons de nourriture leur ont été faits, l'assistante sociale qui les suit leur a délivré des Tickets-restaurant. Elle leur a surtout dit de patienter. *« Je n'ai pas de regret, au bled c'est la merde encore plus qu'ici, les enfants sont en sécurité et ici, il y a l'aide des associations qui nous aident »*, résume Kamel.

## **Dans les méandres des démarches administratives**

Il est encore compliqué pour le couple de comprendre le fonctionnement administratif. Le sac à dos de Djamila, imitation Vuitton, déborde de papiers qu'ils accumulent petit à petit. Ici, leur domiciliation à l'association Alis, le carnet d'accueil de la ville de Lyon, là le rendez-vous prochain des petits pour réaliser les vaccins obligatoires ou à l'hôpital pour faire soigner ce qui ressemble à un abcès dentaire pour Djamila.

Leur vie tient dans une valise. Et ils ont encore des difficultés à saisir le circuit des démarches qu'il leur faut encore effectuer. Ils hésitent à rencontrer, comme cela leur a été conseillé, un avocat de La Cimade qui pourra leur expliquer les options qui s'offrent à eux en France.

Djamila explique que sa famille restée en Algérie n'est pas au courant de leur situation, elle lui dit que tout va bien pour ne pas les inquiéter. Elle est heureuse que ses enfants soient scolarisés et commencent à maîtriser quelques mots de français « *Ils disent bonjour, bonsoir, merci.* »

Avant de dormir dans le gymnase, une soirée solidaire est organisée dans la salle où se tiennent d'ordinaire les ateliers pour les parents. Sur le canapé, le fils de Djamila et Kamel s'endort avant 20 heures.

À lire aussi [Reprise des expulsions : une famille dehors sans hébergement](#)

29 juin 2021

[Mal-logés: la Fondation Abbé-Pierre alerte sur une «bombe à retardement»](#)

1 février 2021

Ce soir, Djamila, lors de la soupe solidaire où plusieurs familles déjà aidées par le collectif sont présentes, n'est pas très à l'aise au milieu de ce monde. Elle ne maîtrise pas la langue et a les nerfs à vif eu égard à tout ce qui occupe son esprit. Leur fille est cas contact et ils doivent la faire tester pour le Covid-19 mais ils ne savent pas s'ils doivent payer ce test puisqu'ils n'ont pas de numéro de sécurité sociale. Un vrai casse-tête.

La jeune mère explique en arabe d'une voix toute douce qu'elle ne s'imaginait pas devoir passer la nuit dans un gymnase pour espérer avoir un toit. La suite reste en suspens. Vendredi soir, la famille est retournée à l'hôtel pour le week-end, toujours financé par le collectif.

Au milieu de tout ça se pose évidemment la question de l'action de l'État sur ces situations. En octobre 2021, la Ville de Lyon [a annoncé](#) le plan « Zéro enfants à la rue » qui lui permet de mettre à disposition du patrimoine municipal pour créer une centaine de places d'hébergement d'urgence pour loger ces enfants scolarisés sans domicile et leurs familles.

Sandrine Runel, adjointe au maire de Lyon chargée des solidarités, explique à Mediapart que le phénomène n'est pas « *nouveau et que ces situations se produisaient aussi sous l'ancienne mandature* ». Elle assure que, désormais, la municipalité engage un dialogue avec les différents collectifs dans ces écoles : « *On comprend et partage leur impatience et leur détresse face à ces procédures.* »

Il y a eu cet automne et cet hiver jusqu'à neuf écoles occupées, sans compter les personnes mobilisées dans les établissements scolaires pour dénouer des situations individuelles d'autres familles.

## **100 places d'hébergement d'urgence créées**

La municipalité « *tolère* » ces occupations et a veillé à chaque fois à maintenir le chauffage, habituellement coupé la nuit, dans les lieux concernés. « *Et surtout, on a lancé un recensement du patrimoine vacant dans la ville et des bâtiments qu'on pourrait récupérer. C'est un peu notre seule marge de manœuvre parce qu'on n'a pas, nous, la compétence de*

*l'hébergement d'urgence. En réalité, on est quand même assez démunie face à cette situation mais avec ce recensement, on a lancé le plan "Zéro enfant à la rue". »*

Deux familles ont par exemple été logées pour 18 mois dans des logements intercalaires, voués à terme à la démolition. Depuis la mi-décembre, rappelle Sandrine Runel, 100 nouvelles places d'hébergement d'urgence ont été créées pour deux ans : 11 logements issus du patrimoine immobilier de la ville, un ancien commissariat a aussi été mis à disposition pour 24 mois et abrite 39 personnes ainsi que deux appartements du patrimoine des Hospices civils de Lyon (HCL). En tout, 320 places d'hébergement d'urgence qui seront ainsi disponibles à Lyon.

L'élue explique avoir aussi fait en sorte, en coopération avec les services de l'État, d'avoir logé ces familles à l'hôtel, malgré tous les défauts de ce type d'hébergement, notamment leur éloignement géographique. Elle insiste, la municipalité investit de l'argent (270 000 euros pour la mise à disposition du patrimoine) et « *outrepasse* » ainsi ses droits. Mais indique ne pas pouvoir faire davantage.



Djamila et Kamel, dans le parc attenant à l'école de leurs enfants. © Photo Faïza Zerouala / Mediapart

Yasmine Bouagga, la maire du 1<sup>er</sup> arrondissement, confirme pour sa part que le sujet est sensible. « *Le plan "Zéro enfants à la rue", c'est un objectif, pas un déni de la situation actuelle. Même si l'hébergement d'urgence n'est pas une compétence de la ville, on se sent responsable de la situation.* »

Son arrondissement est particulièrement concerné en raison de la présence de différentes structures de domiciliation. Les enfants, à la faveur de la carte scolaire, sont orientés dans les écoles environnantes. « *D'une certaine manière, on peut être fiers que le droit à l'éducation soit bien appliqué et les enfants en grande précarité bien intégrés dans les classes.* » Elle salue l'action des collectifs qui aident ces familles.

Mais Yasmine Bouagga regrette aussi que les pouvoirs publics n'aient pas la capacité de fournir immédiatement des lieux d'hébergement. « *On ne peut pas anticiper les besoins, c'est*

*vrai, et quelque part, on ne peut pas faire plus. Les travaux dans les bâtiments vacants par exemple peuvent être très lourds, alors on ne peut pas les engager ou les faire très rapidement. Sans compter que le travail avec les travailleurs sociaux se fait par paliers pour des solutions de long terme. »*

Raphaël Vulliez, en contact régulier avec ces deux élues et l'État, n'est pas convaincu par le plan « Zéro enfants à la rue », en tout cas dans les faits. « *La municipalité vend du rêve avec ce plan et nous, on les ramène à la réalité. On pensait que les relogements se feraient par exemple dans des hôtels près de l'école, mais ce n'est pas le cas alors que c'est un point de stabilité. Après mars 2022 et la fin de la trêve hivernale, on ne sait pas où vont aller ces familles. Les places d'hôtel restent du bricolage et coûtent plus cher que de trouver des logements à ces familles. »*

## **Des enseignant·es s'impliquent aussi**

Dans le lieu d'accueil des parents où se déroule la soirée solidaire, la soupe de légumes est décongelée sur la cuisinière dans une immense marmite. À côté trône un sapin de Noël oublié et encore habillé de toutes ses guirlandes.

À la manœuvre derrière les fourneaux, Aïcha\*, 44 ans, une mère de l'école, elle aussi aidée par Jamais sans toit il y a quelques mois. Mère de trois enfants, elle a fui le père de ceux-ci et est arrivée d'Espagne où elle a passé les quatorze dernières années. En septembre dernier, elle est arrivée en France et s'est retrouvée sans logement : une personne qui lui avait promis de l'héberger s'est rétractée. Elle a trouvé l'appui du collectif.

Des mois plus tard, elle est toujours stupéfaite de sa « gentillesse ». « *Le directeur et Jamais sans toit sont tellement généreux, ils m'ont payé six jours d'hôtel car je n'avais pas où aller, je leur serai reconnaissante à vie. »*

Elle papote avec Karima, 50 ans et mère d'un enfant de 9 ans, animatrice périscolaire et parent d'élève à Michel-Servet qui l'aide à préparer les gobelets de soupe. Elle a tenu elle aussi à venir apporter son soutien à Kamel et Djamila. Elle profite du fait de parler arabe pour leur donner des conseils. Elle leur explique par exemple le fonctionnement du carnet de liaison ou leur a dit de communiquer le plus possible sur leur situation. Elle a participé, par un soutien matériel, aux trois semaines d'occupation entre novembre et décembre dernier.



Le gymnase de l'école Mazenod, à Lyon, lui aussi occupé par le collectif Jamais sans toit, en décembre 2021.  
© Antoine Merlet / Hans Lucas via AFP

Des enseignant·es aussi s'impliquent comme ils peuvent. C'est le cas d'Isabelle, qui enseigne dans l'école maternelle aux petits et grands. Elle n'a pas spécialement l'habitude de militer mais elle ne peut s'empêcher de vouloir aider ces familles dont elle voit les petits dans sa classe. Souvent, l'école découvre la situation précaire des familles lorsqu'elle voit l'adresse de domiciliation dans les associations inscrite dans le dossier des enfants. Les parents s'ouvrent aussi parfois au personnel de l'école.

L'enseignante remarque aussi que ces petits sont davantage fatigués que les autres car ils dorment mal, peu ou doivent parcourir de longs trajets pour venir. *« Je vois aussi leurs difficultés à leur manière d'être. Souvent, ils ont besoin de jouer longtemps car ils ne le font pas dans les hôtels ou quand ils sont à la rue, et ils n'ont souvent pas de loisir en dehors des jeux sur le téléphone. Je comprends les parents, quand on n'a rien d'autre, on ne peut leur donner que cela. Ces enfants ont aussi des soucis d'attention, on voit qu'il leur manque quelque chose même si rien n'est irréversible. »* L'enseignante a passé des nuits à l'école lorsque cela s'est révélé nécessaire ou a abondé la cagnotte qui sert à payer des nuits d'hôtel ou même des cadeaux de Noël pour les familles en difficulté.

## Une forte précarité

Dans l'école, même si les ex-occupant·es du gymnase ont connu une amélioration de leur situation en ayant un toit au-dessus de la tête, toutes et tous demeurent dans une forte précarité. Comme Teresa et ses trois enfants. Cette mère de 39 ans, qui porte de belles tresses longues, a elle aussi bénéficié de l'aide du collectif. Elle a fui l'Angola après plusieurs événements traumatisants.

Craignant pour sa vie après une agression à son domicile et des menaces, elle est arrivée en France en janvier 2020. Elle est hébergée par une connaissance dans une chambre minuscule avec ses trois enfants quelques jours avant de se retrouver à la rue. Elle a dû se résoudre à un moment à dormir quelques jours dans une église.

« *Les enfants me disaient de prier Dieu pour qu'on ait un logement* », se remémore-t-elle. Elle a ensuite passé trois semaines entre novembre et décembre dans le gymnase de l'école avec d'autres familles. Bien qu'entourée par le collectif, elle a trouvé l'épreuve difficile. D'autant que ses enfants lui réclament alors une chambre, un toit. Tout mais un endroit pour échapper à ce manque d'intimité.

Finalement, Teresa a été orientée dans un hôtel social à Vaulx-en-Velin. Il est impossible d'y cuisiner, alors elle a utilisé l'argent offert à Noël par le collectif Jamais sans toit pour acheter un petit réfrigérateur et a récupéré un micro-ondes au Secours catholique. Il est aussi difficile de laver et faire sécher le linge. Elle s'inquiète déjà de la suite et espère obtenir un logement pérenne après mars. Ce provisoire qui s'étire la démoralise.

Même sentiment pour Mirsada, 27 ans, qui a elle aussi passé trois semaines dans le gymnase de l'école avec son conjoint et son fils de six ans. Après des années d'errance et sa demande d'asile refusée, cette mère albanaise a trouvé refuge dans un hôtel social. La famille a une pièce avec lit superposé. C'est toujours mieux que la voiture qu'on leur a louée pour dormir à une période, reconnaît-elle, mais son petit est éreinté par l'heure de trajet aller puis retour. « *Il aime l'école mais il est fatigué et s'endort dans le bus le soir.* » Elle aussi aimerait trouver une issue à long terme.

Toute cette semaine, il a été décidé de continuer l'occupation de l'école avec l'aide des membres du collectif. Raphaël Vulliez indique que le planning est plein, plusieurs parents et enseignant-es vont se relayer pour dormir avec la famille dans le gymnase. En attendant « *un signal* » de l'adjointe à la solidarité de la ville ou de la [Maison de la Veille sociale](#) qui gère pour la préfecture l'hébergement des personnes sans domicile, la famille va continuer de passer ses nuits à l'école.

[Faïza Zerouala](#)